

mazars

Parc des Glaisins
7, avenue du Pré Félin
Annecy-le-Vieux
74940 Annecy

David Haccoun

725 boulevard Barrier
Cité de l'entreprise
73100 Aix les bains

BAIKOWSKI

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Mazars
Société par actions simplifiée d'expertise comptable et de commissariat aux comptes
Siège social : 109, rue Tête d'Or - CS 10363 - 69451 Lyon Cedex 06
Capital de 5 986 008 euros - RCS Lyon B 351 497 649

David Haccoun
725 boulevard Barrier
Cité de l'entreprise
73100 Aix les bains

BAIKOWSKI

Société anonyme

RCS : Annecy 303 970 388

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale de la société BAIKOWSKI,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Baikowski relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les stocks et en-cours figurent au bilan au 31 décembre 2023 pour un montant net de 12 545 milliers d'euros et représentent un des postes les plus importants du bilan. Comme indiqué dans la note « Méthodes d'évaluation – Stocks », les produits fabriqués ainsi que les en-cours d'industrialisation sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production.

Nos travaux ont consisté à examiner les données et à apprécier les hypothèses retenues par la direction pour évaluer les coûts de production.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.


Les Commissaires aux comptes

Mazars

David Haccoun

Annecy, date de la signature numérique

Aix les bains, date de la signature électronique

DocuSigned by:

 75636F48A1E940D...

DocuSigned by:

 A40AB5FFD04146E...

Jérôme NEYRET

David Haccoun

Associé

Associé

3.8. Comptes sociaux annuels et annexe

3.8.1. Comptes sociaux annuels de Baikowski SA

Actif (en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Capital souscrit non appelé		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
Frais d'établissement		
Frais de développement		
Concessions, brevets et droits similaires	491	365
Fonds commercial		
Autres immobilisations incorporelles		
Avances, acomptes sur immo. incorporelles		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		
Terrains	1 395	1 395
Constructions	4 589	5 140
Installations techniques, matériel, outillage	5 086	5 115
Autres immobilisations corporelles	3 919	3 690
Immobilisations en cours	1 059	687
Avances et acomptes	3	29
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		
Participations par mise en équivalence		
Autres participations	4 511	7 228
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts	196	165
Autres immobilisations financières	322	324
ACTIF IMMOBILISE	21 571	24 138
STOCKS ET EN-COURS		
Matières premières, approvisionnements	2 485	3 224
En-cours de production de biens	3 187	4 289
En-cours de production de services		
Produits intermédiaires et finis	6 418	3 492
Marchandises	455	222
Avances et acomptes versés sur commandes	15	
CREANCES		
Créances clients et comptes rattachés	2 094	8 159
Autres créances	7 172	4 238
Capital souscrit et appelé, non versé		
DIVERS		
Valeurs mobilières de placement		1 001
(dont actions propres :		
Disponibilités	5 359	5 891
COMPTES DE REGULARISATION		
Charges constatées d'avance	149	106
ACTIF CIRCULANT	27 334	30 622
Frais d'émission d'emprunts à étaler		
Primes de remboursement des obligations		
Ecarts de conversion actif	2	48
TOTAL GENERAL	48 907	54 809

Passif (en milliers d'euros)		31/12/2023	31/12/2022
Capital social ou individuel	4 598)	4 598	4 598
Primes d'émission, de fusion, d'apport	(dont versé :	1 959	1 959
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		460	459
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	22 108	16 627
Report à nouveau			
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		(2 471)	7 684
Subventions d'investissement		162	145
Provisions réglementées			
CAPITAUX PROPRES		26 817	31 473
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques		287	108
Provisions pour charges		1 176	1 164
PROVISIONS		1 463	1 272
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		14 795	12 920
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	567	1 833
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		134	70
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 852	3 123
Dettes fiscales et sociales		2 052	3 502
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		1 159	420
Autres dettes			
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance			
DETTES		20 559	21 867
Ecarts de conversion passif		69	195
TOTAL GENERAL		48 907	54 809

Compte de résultat (en milliers d'euros)	France	Export	31/12/2023	31/12/2022
Ventes de marchandises	10	627	637	1 398
Production vendue de biens	1 040	27 006	28 046	43 372
Production vendue de services	59	405	464	650
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	1 110	28 037	29 147	45 420
Production stockée			1 964	3 247
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			140	184
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 055	1 145
Autres produits			1 248	1 420
PRODUITS D'EXPLOITATION			33 554	51 417
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			743	1 033
Variation de stock (marchandises)			(224)	(63)
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			10 529	16 469
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			570	(803)
Autres achats et charges externes			7 240	10 621
Impôts, taxes et versements assimilés			408	546
Salaires et traitements			7 181	7 262
Charges sociales			3 758	4 130
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			2 516	3 196
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			1 059	378
Dotations aux provisions			355	139
Autres charges			1 619	1 217
CHARGES D'EXPLOITATION			35 754	44 126
RESULTAT D'EXPLOITATION			(2 200)	7 291
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			2 176	2 491
Autres intérêts et produits assimilés			205	36
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			36	
Différences positives de change			0	19
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	55
PRODUITS FINANCIERS			2 418	2 601
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			2 722	36
Intérêts et charges assimilées			438	171
Différences négatives de change			(30)	144
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			37	17
CHARGES FINANCIERES			3 167	368
RESULTAT FINANCIER			(750)	2 233
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			(2 950)	9 524
Produits exceptionnels sur opérations en capital			31	13
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
PRODUITS EXCEPTIONNELS			31	13
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				0
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			10	161
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions				
CHARGES EXCEPTIONNELLES			10	162
RESULTAT EXCEPTIONNEL			21	(149)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise				499
Impôts sur les bénéfices			(458)	1 192
TOTAL DES PRODUITS			36 003	54 031
TOTAL DES CHARGES			38 474	46 346
BENEFICE OU PERTE			(2 471)	7 684

3.8.2. Annexe aux comptes sociaux annuels

Tous les montants figurant dans ces notes sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire.

3.8.2.1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

L'exercice considéré, d'une durée de 12 mois, débute le 1er janvier et finit le 31 décembre. Cet exercice est comparable avec le précédent.

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec les dispositions du code de commerce, du règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n° 2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC n° 2015-06 du 23 novembre 2015, et à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement desdits comptes annuels.

Aucune transaction avec les parties liées n'est à mentionner au titre des Règlements 2010-02 et 2010-03 du 2 septembre 2010 de l'Autorité des Normes Comptables, étant précisé que les transactions ne sont pas significatives et/ou sont toutes conclues à des conditions normales de marché.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique. Celle retenue pour le traitement des frais d'acquisitions des différentes catégories d'actifs est la comptabilisation en charge de l'exercice.

3.8.2.2. Méthodes d'évaluation

Fonds Commercial

Les fonds commerciaux se composent principalement d'éléments incorporels dont la durée d'usage est présumée illimitée. Les valorisations annuelles réalisées permettent de justifier la valeur de ces fonds telle qu'inscrite dans les comptes annuels.

Le fonds commercial (78 k€) est totalement amorti.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Elles sont inscrites à leur valeur d'acquisition. Les amortissements des immobilisations sont principalement calculés suivant le mode linéaire et selon les durées d'utilité suivantes :

- Logiciels = 3 à 5 ans
- Constructions = 30 ans
- Mat. et outillage industriel = de 3 à 20 ans
- Installations techniques = 5 à 15 ans
- Agencements et aménagement des constructions = 6 à 20 ans
- Véhicules = de 3 à 5 ans
- Mobilier de bureau = 5 à 10 ans
- Matériel informatique = 3 à 5 ans

La base amortissable est déterminée à partir de la valeur d'achat des biens, la société ne disposant pas d'élément permettant de définir précisément une valeur résiduelle.

Les dépenses de recherches et développement sont comptabilisées en charge de l'exercice. Par ailleurs, les coûts d'emprunt finançant les actifs ne sont pas incorporés à la valeur de ces actifs.

Immobilisations financières

Les autres immobilisations financières correspondent principalement à des dépôts et cautionnements versés par la société.

Le cas échéant, les titres de participation et les créances rattachées sont inscrits à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est comptabilisée si cette valeur est inférieure à la valeur d'utilité. La valeur d'utilité des titres de participation est déterminée en fonction de plusieurs éléments d'appréciation tels que l'actif net à la clôture de l'exercice corrigé des éventuelles plus-values latentes, la rentabilité des sociétés concernées, leurs perspectives d'avenir.

Stocks

Les stocks de matières premières, approvisionnements et marchandises sont valorisés au coût d'achat selon la méthode premier entré premier sorti (FIFO). Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production. Les stocks de produits en-cours d'industrialisation sont valorisés à un prix standard.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsqu'il existe un problème de vétusté, quand le prix de vente attendu est inférieur au coût d'achat ou au prix de revient en fonction de l'évolution des marchés et des perspectives d'écoulement des stocks.

Les pièces de rechange du magasin non mouvementées sur une période de 2 ans sont dépréciées de 50 %. Les pièces de rechange du magasin non mouvementées sur une période de 4 ans sont dépréciées à 100 %.

Créances clients

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée au cas par cas lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, sur la base d'une évaluation du risque de non-recouvrement des créances clients.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées lorsqu'il existe une obligation résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont il est probable que l'extinction se traduira par une sortie de ressources sans contrepartie.

Engagements de retraite

Méthode retenue : méthode des unités de crédit projetées (au prorata de l'ancienneté). Les dirigeants ne sont pas concernés.

Hypothèses 2023 :

- Taux d'actualisation : 3,40 %
- Taux d'augmentation des salaires par catégorie :
 - Ouvriers et Employés : entre 3.02 % et 1% en fonction de l'âge
 - Techniciens et Agents de Maîtrise : entre 4.26% et 1% en fonction de l'âge
 - Cadres : entre 3% et 1% en fonction de l'âge
- Table de mortalité : INSEE 2017-2019 par sexe
- Age de départ à la retraite : Age « taux plein » sécurité sociale.

La loi FLSS, en vigueur depuis le 14 avril 2023 après validation du Conseil constitutionnel, modifie l'âge légal de départ à la retraite, le repoussant de 62 à 64 ans. La durée de cotisation pour le taux plein passe à 43 ans en 2027, avec un âge de départ à taux plein fixé à 67 ans. Cette réforme a été prise en compte dans l'évaluation de la provision pour retraite de l'exercice 2023.

A la clôture de l'exercice, l'engagement s'élève à : 1 121 K€

Rémunérations des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas fournie ; cela conduirait en effet indirectement à donner une rémunération individuelle.

Crédit Impôt Recherche

Sur l'exercice, un crédit d'impôt recherche a été constaté pour 468 k€.

Autres engagements hors bilan

Des emprunts dont le capital restant dû au 31 décembre s'élève à 14 795 k€ font l'objet d'une clause d'exigibilité qui pourrait s'appliquer si le niveau des capitaux propres devient inférieur à la moitié du capital social. Par ailleurs, il existe une clause d'exigibilité en cas de changement d'actionnaire pour un montant de 14 795 k€.

Intégration fiscale

La société BAIKOWSKI a opté pour l'intégration fiscale depuis le 01/01/2020 avec ses deux filiales françaises :

- ALKO (détenue à 100 % - SIREN 482 916 533)
- MATHYM (détenue à 100 % - SIREN 795 157 833)

Chaque société comptabilise sa charge d'impôt sur les sociétés dans ses comptes.

La société BAIKOWSKI n'a pas comptabilisé d'économie d'impôt lié à l'intégration fiscale sur 2023.

Consolidation

La société est consolidée par intégration globale dans les comptes consolidés du Groupe Baikowski (Siret : 30397038800011) dont le siège social est situé 1046 route de Chaumontet 74330 POISY. Ses comptes consolidés sont disponibles sur le site internet du Groupe.

Faits marquants de l'exercice

Dans une conjoncture économique et géopolitique très incertaine, l'activité de Baikowski a souffert du ralentissement de la demande sur ses principaux segments d'activité et du décalage de certaines commandes par rapport à une base de comparaison historiquement élevée en 2022. Le repli marqué du marché des semi-conducteurs, a fortement impacté les activités de polissage mécano-chimique. Sur les autres marchés (aéronautique, céramiques techniques ou horlogerie), les ventes ont fait preuve d'une plus grande résilience par rapport à un exercice 2022 qui avait été particulièrement dynamique.

Sur des marchés de long terme tirés par l'innovation, Baikowski a maintenu ses efforts de R&D afin de diversifier son mix-produit et accroître son potentiel de croissance future.

Evènements postérieurs à la clôture

Néant.

Evaluation et comptabilisation des instruments dérivés :

La société utilise principalement des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition aux risques de change résultant de ses activités opérationnelles. Toutes les opérations sont conformes à la politique interne de gestion des risques de taux de change et répondent aux critères de la comptabilité de couverture.

Pour les couvertures d'actifs ou passifs existants, les instruments dérivés de couverture de change sont évalués à leur juste valeur au bilan et la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en contrepartie du compte de résultat. Le résultat de la couverture est présenté dans la même rubrique (exploitation, financier, exceptionnel) que l'élément couvert. Les justes valeurs des dérivés sont estimées à partir des modèles de valorisations communément utilisés prenant en compte les données issues des marchés actifs.

Au 31 décembre 2023, la comptabilisation de ces instruments a impacté le résultat opérationnel pour un montant de +26 K€ (nominal de 500 KUSD & 600 MPJY).

Au 31 décembre 2023, la comptabilisation de ces instruments dérivés a impacté les comptes de l'entreprise de la manière suivante :

- Résultat opérationnel : +26 k€ au titre des gains/pertes de change latents sur la revalorisation du résultat d'exploitation au cours couvert
- Bilan : +26 k€ revalorisation du résultat d'exploitation au cours couvert.

3.8.2.3. Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

Immobilisations brutes (en k€)	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 686		277
Terrains	1 395		
	Dont composants		
Constructions sur sol propre	10 277		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	5 626		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	48 355		1 031
Installations générales, agenc., aménag.	5 931		653
Matériel de transport	55		111
Matériel de bureau, informatique, mobilier	629		55
Immobilisations corporelles en cours	687		2 499
Avances et acomptes	29		3
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	72 985		4 352
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	7 228		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	525		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	7 753		
TOTAL GENERAL	82 424		4 629

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		729	1 235	
Terrains			1 395	
Constructions sur sol propre			10 277	
Constructions, installations générales, agenc.		0	5 626	
Installations techn., matériel et outillages ind.		434	48 953	
Installations générales, agencements divers		5	6 579	
Matériel de transport		47	120	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			684	
Immobilisations corporelles en cours	2 127		1 059	
Avances et acomptes	29		3	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 157	486	74 694	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			7 228	
Prêts et autres immobilisations financières		2	523	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		2	7 751	
TOTAL GENERAL	2 157	1 217	83 680	

Amortissements (en k€)	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 321	146	724	743
Terrains				
Constructions sur sol propre	6 305	329		6 634
Constructions installations générales, agenc., aménag.	4 458	221		4 679
Installations techniques, matériel et outillage industriels	42 949	1 235	562	43 623
Installations générales, agenc. et aménag. divers	2 393	512		2 905
Matériel de transport	55	18	47	27
Matériel de bureau et informatique, mobilier	477	55		532
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	56 638	2 370	609	58 399
TOTAL GENERAL	57 959	2 516	1 333	59 142

3.8.2.4. Provisions et dépréciations inscrites au bilan

(en milliers d'euros)	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions pour litiges	60	285	60	285
Provisions pour pertes de change	48	2	48	2
Provisions pour pensions, obligations similaires	1 106	15		1 121
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	58	55	58	55
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 272	356	166	1 463
Dépréciations immobilisations corporelles	291		47	244
Dépréciations autres immobilis. financières	36	2 722	36	2 722
Dépréciations stocks et en cours	582	881	582	881
Dépréciations comptes clients	178	178	178	178
Autres dépréciations	38			38
DEPRECIATIONS	1 125	3 781	843	4 063
TOTAL GENERAL	2 398	4 137	1 009	5 526
Dotations et reprises d'exploitation		1 416	973	
Dotations et reprises financières		2 722	36	

3.8.2.5. Etat des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES (en milliers d'euros)	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Prêts	196		196
Autres immobilisations financières	327	327	
Clients douteux ou litigieux	189	189	
Autres créances clients	2 083	2 083	
Personnel et comptes rattachés	38	38	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	35	35	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	2 011	2 011	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	529	529	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	39	39	
Etat, autres collectivités : créances diverses	316	316	
Groupe et associés	4 157	4 157	
Débiteurs divers	85	85	
Charges constatées d'avance	149	149	
TOTAL GENERAL	10 154	9 958	196
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	31		

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	14 795	7 722	5 857	1 216
Emprunts et dettes financières divers	567	567		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 852	1 852		
Personnel et comptes rattachés	969	969		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	962	962		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	12	12		
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	108	108		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 159	1 159		
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	20 425	13 352	5 857	1 216
Emprunts souscrits en cours d'exercice	3 900			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 966			

3.8.2.6. Charges à payer

CHARGES A PAYER (en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022	Ecart
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES			
INTERETS COURUS SUR EMPRUNTS	22	15	6
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	22	15	6
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH			
FOURN. FACTURES NON PARVENUES	414	337	77
FOUR. IMMO FACT NON PARVENUES	103	154	-51
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	517	491	26
DETTES FISCALES ET SOCIALES			
DETTES PROV. CONGES A PAYER	580	551	29
DETTES PROV. PARTICIP.SALARIES		499	-499
PERSONNEL AUT. CHGES 13E MOIS			0
PERSONNEL AUT. CHGES 14E MOIS	165	156	8
PERSONNEL AUT. CHGES REMVAR	173	341	-168
ORGAN. SOC. CHARGES A PAYER	486	708	-222
ETAT CHARGES A PAYER	24	14	10
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 428	2 270	-841
TOTAL CHARGES A PAYER	1 967	2 776	-809

3.8.2.7. Charges et produits constatés d'avance

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022	Ecart
CHARGES CONSTATEES AVANCE	149	107	43
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	149	107	43

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE (en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022	Ecart
PRODUITS CONSTATES AVANCE	0	0	0
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	0	0	0

3.8.2.8. Produits à recevoir

	PRODUITS A RECEVOIR (en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022	Ecart
40980000	FOURN.AVOIRS A RECEVOIR		360	-360
42870000	PERSONNEL A RECEVOIR	28	0	28
43870000	INDEMNITES JOURNALIERES	-47	19	-66
43871000	ORG. SOCIAUX PROD A RECEVOIR	35		
44870000	ETAT, PRODUITS A RECEVOIR	316	115	201
	TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	333	494	-161

3.8.2.9. Ecart de conversion sur créances et dettes

Nature des écarts	Actif Perte latente	Ecarts compensés par couverture de change	Provision pour perte de change	Passif Gain latent
Immobilisations financières				
Créances				56
Dettes financières				12
Dettes d'exploitation	2		2	1
Dettes sur immobilisations				
TOTAL	2	0	2	69

3.8.2.10. Capital

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	3 678 578			1,25

(en milliers d'euros)	Montant
Capitaux propres à la clôture de l'exercice antérieur avant affectations	23 789
Affectation du résultat à la situation nette par l'AGO	7 684
CAPITAUX PROPRES A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	31 473
Variation en cours d'exercice :	
Variation des primes, réserves, report à nouveau	
Variation des provisions réglementées et subventions d'équipement	-17
Autres variations (dividendes)	-2 203
CAPITAUX PROPRES AU BILAN DE CLOTURE DE L'EXERCICE AVANT AGO	29 254
VARIATION TOTALE DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE	-2 219

3.8.2.11. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	-2 950	462	-2 487
Résultat exceptionnel à court terme	21	-5	16
Participation des salariés	0		0
RESULTAT COMPTABLE	-2 928	457	-2 471

3.8.2.12. Situation fiscale latente

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Subvention d'investissement	41
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	0
Autres	4
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	17
TOTAL ALLEGEMENTS	22
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	-19

3.8.2.13. Effectif moyen

Effectifs	Personnel salarié
CADRES	31
AGENTS DE MAITRISE/TECHNICIENS	52
EMPLOYES OUVRIERS	43
TOTAL	126

3.8.2.14. Engagements financiers donnés et reçus

Engagements donnés					
Catégories d'engagements	Total	Au profit de			
		Dirigeants	Filiales	Autres entreprises liées	Autres
VAT 600 MJPY	3 859				3 859
VAT 500 KUSD	468				468
LOCATION SIMPLE	297				297
TOTAL	4 155				4 155

Engagements reçus					
Catégories d'engagements	Total	Accordés par			
		Dirigeants	Filiales	Autres entreprises liées	Autres
Caution	251				251
TOTAL	251				251

Engagements réciproques					
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL					

3.8.3. Filiales et participations

Dénomination	Capital	Q.P. Détenue	Val. Brute Titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
Siège Social	Capitaux propres	Divid.encaiss.	Val. Nette Titres	Cautions	Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
ALKO	100	100	643	797	1 314
	235	0	643		-7
BAIKOWSKI INC CORP (RESULTAT 1 € = 1,0816 USD)	45	100	762	-454	7 008
	4 768	1 758	762		1 334
MATHYM	44	100	5 548	3 360	370
	-2 806	0	2 831		-946
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
BAIKOWSKI INC JAPAN (RESULTAT 1 € = 151,8564 JPY)	448	50	243		32 105
	15 575	407	243		2 432
BAIKOWSKI KOREA CORP (RESULTAT 1 € = 1 412,9768 KRW)	105	33	33		815
	779	11	33		108
AUTRES PARTICIPATIONS					
Néant					